

Redistribution des revenus

Les inégalités de revenus se creusent depuis plusieurs décennies dans de nombreux pays de l'OCDE, et elles se situent à un niveau inédit dans un certain nombre d'entre eux. La redistribution des revenus par le truchement de l'impôt et des transferts publics permet de réduire la pauvreté et les inégalités, ce qui renforce l'économie et favorise le bien-être social. Les inégalités de revenus ont de profondes répercussions, non seulement sur les conditions de vie des individus et des familles, mais aussi sur leur état de santé ainsi que sur l'égalité des chances, la cohésion sociale et la confiance à l'égard des institutions. Elles entravent également la croissance économique à long terme, car elles restreignent, en particulier, l'aptitude des ménages disposant de revenus faibles à investir dans l'éducation et les compétences de leurs membres, ce qui pèse sur leur employabilité, même si c'est moins marqué pendant les périodes d'expansion économique que pendant les crises économiques et dans leur sillage (OCDE, 2015).

Le coefficient de Gini est l'élément classique de mesure des inégalités ; il représente la répartition des revenus au sein de la population d'un pays donné. Sa valeur s'échelonne entre 0 (cas de figure où tous les individus percevraient les mêmes revenus) et 1 (cas de figure où un seul individu percevrait l'intégralité des revenus). On peut mesurer les incidences des politiques de redistribution des revenus en comparant le coefficient Gini avant et après les impôts et les transferts. Dans tous les pays de l'OCDE, les inégalités de revenus sont réduites par les impôts et les transferts, avec un niveau moyen de redistribution de 16 % du revenu moyen avant impôts et transferts. Dans le tiers environ des économies de l'OCDE, les inégalités sont réduites de plus de 20 % par le jeu des transferts publics et de l'impôt. C'est en Irlande et en Finlande que les niveaux de redistribution sont les plus élevés. À l'inverse, dans quelques pays de l'OCDE comme le Chili, la Corée, le Mexique et la Turquie, la redistribution des revenus ne réduit les inégalités que de moins de 5 %.

En moyenne de la zone OCDE, le niveau des inégalités de revenus était à peu près le même en 2013 qu'avant la crise, en 2007. C'est en Islande et en Lettonie que les inégalités sur le plan du revenu disponible des ménages ont le plus reculé entre 2007 et 2013. À l'inverse, c'est en Espagne, en Estonie, en République slovaque et en Suède que les inégalités se sont le plus creusées. Dans ces pays, les revenus du travail, qui constituent généralement la plus grande part des revenus marchands, ont chuté, surtout pour le décile inférieur de la population d'âge actif. Pour le décile supérieur, les revenus du travail ont baissé de façon moins marquée, voire progressé. C'est le reflet d'une évolution plus générale au sein de la zone OCDE, où les revenus du travail ont surtout baissé dans le décile inférieur, alors qu'ils ont stagné ou progressé en termes de moyenne ainsi que dans le décile supérieur. C'est au Chili que les revenus du travail ont le plus

augmenté, et cette augmentation a aussi touché les ménages à faibles revenus. À l'inverse, c'est dans les pays qui, comme l'Espagne et la Grèce, ont été fortement touchés par la crise puis ont connu un fort chômage et une baisse des salaires que les revenus moyens du travail ont baissé de la façon la plus nette (OCDE, 2016).

Méthodologie et définitions

On mesure la redistribution en comparant, pour la population totale, le coefficient de Gini pour le revenu marchand des ménages (c.à.d. le revenu total tiré de sources marchandes telles que les salaires, les dividendes, etc., avant les transferts monétaires publics et les impôts sur les ménages) et le coefficient de Gini pour le revenu marchand disponible des ménages (c.à.d. après les transferts publics directs et les impôts directs). On prend en compte l'effet de la taille du ménage sur ses besoins grâce à une échelle d'équivalence où le revenu est divisé par la racine carrée de la taille du ménage. Les revenus réels du travail englobent les salaires et les revenus tirés d'activités non salariées, corrigés de l'inflation.

Les données sont issues de la base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus, qui repose sur des sources nationales (enquêtes auprès des ménages et fichiers administratifs) et se fonde sur des définitions, classifications et procédures de traitement des données communes. La méthode de recueil des données utilisée pour cette base de données vise à optimiser la comparabilité internationale ainsi que la cohérence des données au fil du temps grâce à un ensemble commun de protocoles et de conventions statistiques permettant d'obtenir des estimations comparables.

Pour en savoir plus

OCDE (2016), « Les inégalités restent élevées dans un contexte de reprise modérée », Le point sur les inégalités de revenu, Novembre 2016, OCDE, Paris.

OCDE (2015), « Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous », Éditions OCDE, Paris.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données concernant Israël: <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

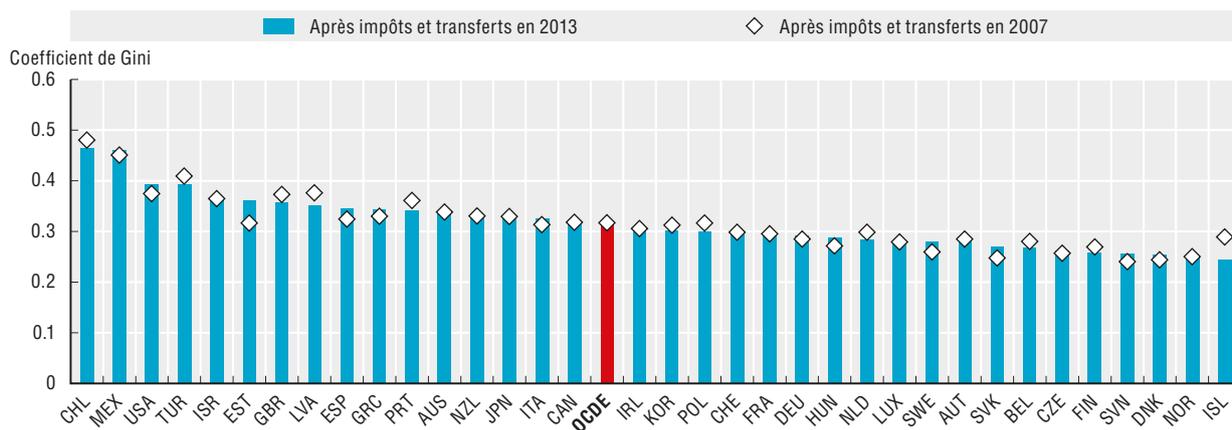
13.2. Inégalités de revenus avant et après impôts et transferts publics (2013)



Source : base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933540104>

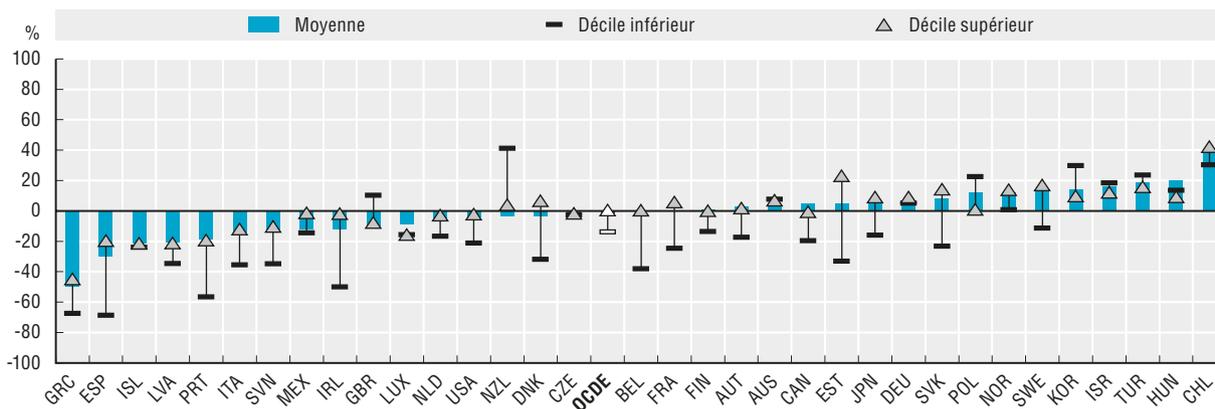
13.3. Évolution des inégalités de revenus après impôts et transferts publics entre 2007 et 2013



Source : base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933540123>

13.4. Évolution des revenus du travail en termes réels entre 2007 et 2013, par tranche de revenus au sein de la population d'âge actif



Source : base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933540142>

